

1973 : Les 1000 jours d'Unité Populaire

Le 11 septembre 1973 à Santiago du Chili, des avions bombardent la Moneda, le palais présidentiel dans lequel est réfugié le président Allende. Son gouvernement est renversé par un coup d'État militaire dirigé par le général Pinochet, marquant l'avènement d'un régime autoritaire à la botte des États-Unis. Après trois ans d'un régime d'Unité populaire qui s'est efforcé d'éviter la confrontation sociale, la « révolution » démocratique et sans violence d'Allende, est donc noyée dans un bain de sang par l'armée.

Depuis 1970, le Chili est gouverné par la *Unidad Popular* (« Unité populaire », UP), une coalition regroupant le Parti socialiste (PS), le Parti communiste (PC), le Parti radical et le Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU) issu de la gauche de la démocratie chrétienne. Son candidat, Salvador Allende¹, est élu après six ans de mandat du démocrate chrétien Eduardo Frei, marqués par un accroissement des luttes sociales.

Mais dès le début l'UP gouverne avec la crainte d'un coup d'Etat. Allende déclare en 1971 : « *Chez nous, si l'armée sort de la légalité, c'est la guerre civile. C'est l'Indonésie. Croyez-vous que les ouvriers se laisseront enlever leurs industries ? Et les paysans leurs terres ? Il y aura cent mille morts, ce sera un bain de sang* ».

Dans les semaines qui suivirent le 11 septembre 1973, on estime à 30 000 le nombre de morts. Le coup d'Etat et la dictature de la junte dirigée par Augusto Pinochet a pour ambition de détruire complètement le mouvement ouvrier : toutes les organisations de gauche et les syndicats sont interdits, toute activité politique est suspendue, 300 000 licenciements sont ordonnés en un an (10 % des salariés), l'armée décrète le fichage obligatoire de tout salarié par son patron et des camps de concentration sont organisés à la hâte (trois mois après le coup d'Etat, 18 000 personnes s'y trouvaient). Jusqu'à la fin de cette dictature en 1990, plus de 38 000 personnes ont été torturées et au moins 3 200 ont été tuées ou portées disparues².

Pour Allende et la majeure partie de l'UP, la « voie chilienne vers le socialisme » doit se dérouler exclusivement dans le cadre démocratique, ce qui marque une différence notable avec différents mouvements socialistes et/ou révolutionnaires en Amérique Latine qui ont privilégié la stratégie de guérilla. Cette voie pacifique nécessite une alliance avec tous les secteurs progressistes de la vie politique chilienne.

En marche vers le socialisme !

S'il arrive bien en tête de l'élection de 1970, Allende ne compte que 36,3 % des voix devant Jorge Alessandri, candidat du Parti National (droite) et Radomiro Tomić de la Démocratie-chrétienne (DC). C'est le congrès³ qui doit élire le président et l'UP y est minoritaire.

La CIA, qui avait déjà entrepris avant les élections un travail de déstabilisation de l'UP va alors faire pression pour que la DC reporte ses suffrages vers Alessandri⁴. Mais Allende négocie avec la

¹ Salvador Allende, médecin, est fondateur du PS, ancien ministre de la santé en 1939 du gouvernement de Front populaire de Pedro Aguirre Cerda et président du Sénat à partir de 1966.

² Ces chiffres établis par la nouvelle Commission des droits de l'homme en 2011 (à partir de 32 000 témoignages) sont contestés par les familles de victimes puisque les 2/3 des témoignages ont été écartés. Les chiffres sont très en deçà de la réalité.

³ Le congrès est composé de la Chambre des députés et du Sénat.

⁴ Franck Gaudichaud, « *Étude sur la dynamique du mouvement social urbain chilien : "pouvoir populaire" et Cordons industriels durant le gouvernement de Salvador Allende (1970-1973)* », Thèse de doctorat à l'université Paris-VIII.

DC et obtient son soutien en échange d'un accord appelé « statut de garantie des libertés » qui prévoit l'inamovibilité des fonctionnaires (donc le maintien de l'administration de l'ancien président), la limitation des mobilisations populaires, le respect des institutions républicaines et qui limite explicitement le rôle des organisations populaires : « *les associations de quartier, les centres ouvriers, les syndicats, les coopératives et autres organisations sociales [...] ne peuvent prétendre représenter le peuple ou se substituer à lui ni tenter d'exercer des pouvoirs appartenant aux autorités politiques* ».

Le 24 octobre Allende est désigné par le Congrès comme président de la république. Mais l'UP n'a qu'une majorité relative au Congrès, devant la DC et le Parti National.

Malgré cette situation, Allende parvient à achever la réforme agraire de son prédécesseur : 100 000 paysans ont obtenu des terres (mais 30 % de la paysannerie reste sans terres). A partir de 1971, il reprend les nationalisations de grandes entreprises, pour faire émerger un « secteur social et mixte » dans lequel l'UP promeut un système de participation ouvrière à la gestion.

A la fin de l'année, 90 % du secteur financier et bancaire, ainsi que la quasi-totalité des mines et de la sidérurgie est nationalisée, la propriété sociale d'autres secteurs de l'économie chilienne a également été étendue (énergie, transports, etc.). Au total l'État contrôle près de 70 % du produit national brut du pays, ce qui permet au gouvernement de lancer la grande « bataille de la production ».

Enfin dans le même temps des réformes globales sont lancées pour améliorer la vie des masses, en augmentant les salaires de près de 35 à 100 %, en créant des logements, en poursuivant les réformes du système éducatif, etc. L'une des actions les plus populaires à l'époque est la distribution par l'État d'un demi-litre de lait par jour et par bébé. Pour financer ces réformes le gouvernement compte sur l'exploitation du cuivre considéré comme le véritable « *salaire du Chili* » selon Allende.

Allende bénéficie d'un soutien populaire important. Le seul parti relativement important de gauche qui reste à l'extérieur de l'UP, le Movimiento de Izquierda Revolucionaria (Mouvement de la Gauche révolutionnaire, MIR, une organisation de type castriste), apporte un soutien critique à l'UP. Le syndicat unique, la Central Única de Trabajadores (Centrale unique des travailleurs, CUT), qui rassemble près de 700 000 personnes en 1970 (sur 2,8 millions de salariés), est sous le contrôle du PC.

Mais pour faire passer la loi de nationalisation, Allende doit négocier avec la DC pour obtenir la majorité au Congrès. Il doit concéder une baisse à 91 du nombre d'entreprises concernées au lieu des 245 prévues dans le programme. Ce sont les mobilisations populaires importantes, avec notamment un grand nombre d'occupations d'usines, qui vont obliger l'UP à nationaliser finalement 202 entreprises au lieu des 91. Parmi ces 202 entreprises nationalisées, 152 ont été occupées par les travailleurs et travailleuses avant toute démarche du gouvernement⁵.

Une révolution « par en bas » ?

Lorsque la situation économique se dégrade en 1972, en raison principalement d'une baisse significative du cours du cuivre, les luttes sociales s'accroissent. Pour lutter contre l'inflation et éviter le marché noir, le gouvernement fait appel à la population en lui demandant de constituer une « Junta pour l'approvisionnement et le contrôle des prix » (JAP).

Mais les syndicats, les associations d'habitants des quartiers et des bidonvilles (*pobladores*) et les organisations paysannes dépassent largement ce rôle. En mai 1972, les grèves se multiplient, surtout dans le secteur privé, pour obtenir l'intégration dans le secteur social. En juin, les paysans et paysannes de Maipu occupent 150 domaines, et manifestent conjointement avec les ouvriers et ouvrières de la commune voisine de Cerrillos (faubourg de Santiago). À cette occasion est créé le

⁵ Voir Franck Gaudichaud, « *La centrale unique des travailleurs, le mouvement ouvrier et les Cordons industriels durant l'Unité populaire (1970-1973)* » dans *Dissidences* n°14/15, octobre 2003-janvier 2004.

premier « cordon industriel », une organisation rassemblant les délégués des divers mouvements populaires (syndicats, partis, organisations de quartiers, JAP...) d'un territoire. Ce cordon répond aux manquements de la CUT, dont les divers syndicats sont très isolés et bureaucratisés, ce qui limite fortement les contacts et échanges à la base.

Face aux tensions, le gouvernement décrète en juin 1972 une pause dans la marche vers le socialisme. Un décret restitue à leurs propriétaires les entreprises occupées. La droite en profite pour lancer une grève des commerçants. Des milices de l'organisation fasciste *Patria y Libertad* (« Patrie et Liberté », P&L) ou des milices patronales empêchent la police et l'administration de faire rouvrir les commerces. Un coup d'Etat est déjoué, mais devant la menace semblant persistante, l'UP et la CUT appellent à la création de comités de défense en cas de coup d'Etat.

Répétition générale

En octobre 1972, la droite repart à l'offensive en lançant une « grève » qui consiste à fermer les usines et bloquer les transports pour saboter l'économie. Le 11 octobre la grève s'étend aux professions libérales, commerçants, compagnies de transport. Cette grève échoue grâce à la mobilisation populaire qui, sous la forme de comités d'autodéfense, cordons industriels ou commandos communaux, assure le transport, la distribution de l'approvisionnement et parfois même la production dans des usines occupées ou le fonctionnement d'hôpitaux.

De son côté le gouvernement intègre des ministres militaires en janvier 1973, ainsi que deux ministres (socialistes et communistes) issus de la CUT, et présente à nouveau un projet de loi pour rendre à leurs propriétaires 43 entreprises occupées.

D'une certaine façon cette grève patronale a renforcé le mouvement populaire, en généralisant les cordons, mais aussi l'UP : les élections de mars 1973 lui donnent 43,7% des voix, ce qui lui permet de gagner quelques élus, mais sans atteindre la majorité absolue. Dans le même temps, la DC rejoint clairement la droite : la voie parlementaire est encore plus bloquée qu'auparavant et le climat est de plus en plus violent.

Des commandos de P&L font exploser des locaux de la gauche et un nouveau coup d'Etat prévu pour le 27 juin est découvert. L'arrestation le 26 juin des généraux instigateurs ne fera que repousser l'échéance au 29. Alors que le palais présidentiel est attaqué par des blindés, la CUT demande aux travailleurs et travailleuses d'occuper les usines et l'UP se déclare prête à les armer « en cas de besoin ». La mobilisation populaire est rapide : occupation de centaines d'usines et de domaines ruraux, renforcement des comités de défense, création d'une coordination de tous les cordons industriels du pays... La direction de l'armée restant majoritairement fidèle, sous les ordres du général Prats, elle obtient la reddition des mutins. L'UP ne retiendra de cet épisode que la fidélité de l'armée. Mais du côté des putschistes, on en tire des leçons : le général Pinochet dira plus tard que le 29 juin était comme le doigt de dieu lui désignant les faiblesses de son plan.

Une nouvelle fois Allende demande le retour des usines occupées à leurs propriétaires.

L'armée aux commandes

Durant l'été, la stratégie de la tension mise en place par la droite s'accroît (attentats de P&L, grèves de camionneurs, commerçants ou médecins). Mais c'est surtout, l'armée auréolée de son succès du 29 juin, qui commence les opérations préparatoires à son coup d'Etat du 11 septembre. Sous prétexte d'éviter une guerre civile, elle mène, avec l'accord du président, de grandes opérations de perquisition dans les organisations de gauche, d'évacuation des usines, des rafles dans les quartiers populaires à la recherche d'armes (en vertu d'une loi sur le contrôle des armes votée par l'UP en octobre 1972), avec toujours un déploiement massif de troupes, fichage et interrogatoire de tous les militants et militantes présents.

Malgré cela, le président Allende ne perd pas le soutien de la gauche. Le 4 septembre 1973, plus de 700 000 personnes défilent en soutien devant son palais. Le lendemain, la coordination des cordons lui écrit pour lui demander les moyens de se défendre et menace de ne plus soutenir le gouvernement : « *Vous serez responsable d'avoir emmené le pays, non pas vers une guerre civile, puisqu'elle est déjà en cours, mais un massacre froid, planifié, de la classe ouvrière la plus consciente et la mieux organisée de toute l'Amérique latine* ».

Durant la nuit du 10 au 11 septembre, la flotte rentre au port de Valparaiso après avoir jeté à la mer tous les matelots qui s'opposent au coup d'Etat, puis s'assure le contrôle de la ville. Averti à 6h30, Allende ne parvient pas à joindre Pinochet et appelle donc les carabiniers pour défendre la Moneda. Dès 8h, il parle à la radio, appelant à la fidélité de l'armée, mais dès que la junte s'exprime à son tour sur les ondes, la majorité des carabiniers quitte le palais.

Les partis de l'UP décident de ne pas appeler le peuple à un combat qui semble trop inégal pour être gagné.

Le palais est bombardé à 12h30, puis l'assaut vient à bout des 20 derniers défenseurs à 14h. Allende s'est suicidé.

Pouvoir populaire ?

Dans tout le pays, les comités de défense se réunissent, occupent des usines ou lieux publics, et attendent les armes que des rumeurs annoncent. Après quelques heures ou quelques jours, la démobilisation est rapide, les armes ne viennent pas et les quelques lieux qui tentent de résister avec un faible armement, comme l'usine SUMAR, sont balayés par des bombardements aériens.



Le soutien populaire encore massif au président et le degré d'organisation important du prolétariat chilien avait fait penser aux militaires qu'il faudrait des jours, voire des semaines, de combats acharnés pour en finir avec l'UP. Pourtant au bout de quelques jours, tout était réglé, et la majorité des gouvernements occidentaux reconnaît le nouveau régime de la junte avant la fin du mois.

Malgré le potentiel révolutionnaire et la force des mouvements populaires, ceux-ci sont restés dépendants de partis politiques qui avaient choisi une stratégie de « révolution par étapes », supposant l'intégration de certaines couches de la bourgeoisie au sein d'une alliance nationale populaire qui développerait un capitalisme autocentré. Malgré ses échecs, cette stratégie, directement issue du XXème congrès du PC soviétique, a pourtant été suivie jusqu'au bout avec l'obsession de s'allier à la Démocratie-chrétienne et donc de ne pas l'effrayer. Le pouvoir populaire dont parlait le PC ou le PS chilien devait rester un auxiliaire des institutions démocratiques. La participation dans les entreprises du secteur social a été limitée à quelques responsables syndicaux élus, même si elle a

souvent été à l'origine de dynamiques de lutte à la base pour obtenir une réelle démocratisation de l'usine⁶.

Malgré l'émergence de ce pouvoir populaire, il n'y a jamais eu de situation de double pouvoir au Chili puisque les cordons n'ont jamais été capables d'agir de façon autonome par rapport au gouvernement de l'UP.

Guillermo (AL Angers) et Renaud (AL Alsace) 1er novembre 2013

⁶ Franck Gaudichaud, in *Dissidences*, op. cit.